

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/AHG/W/10**

17 septembre 1997

(97-3711)

---

**Comité des pratiques antidumping  
Groupe de travail spécial de la  
mise en oeuvre de l'Accord**

Original: anglais

## CHRONOLOGIE DE LA PROCEDURE D'ENQUETE, RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET REGLE DU DROIT MOINDRE (PARAGRAPHE 3 DE L' AEROGamme WTO/AIR/643)

### Renseignements fournis par la Nouvelle-Zélande

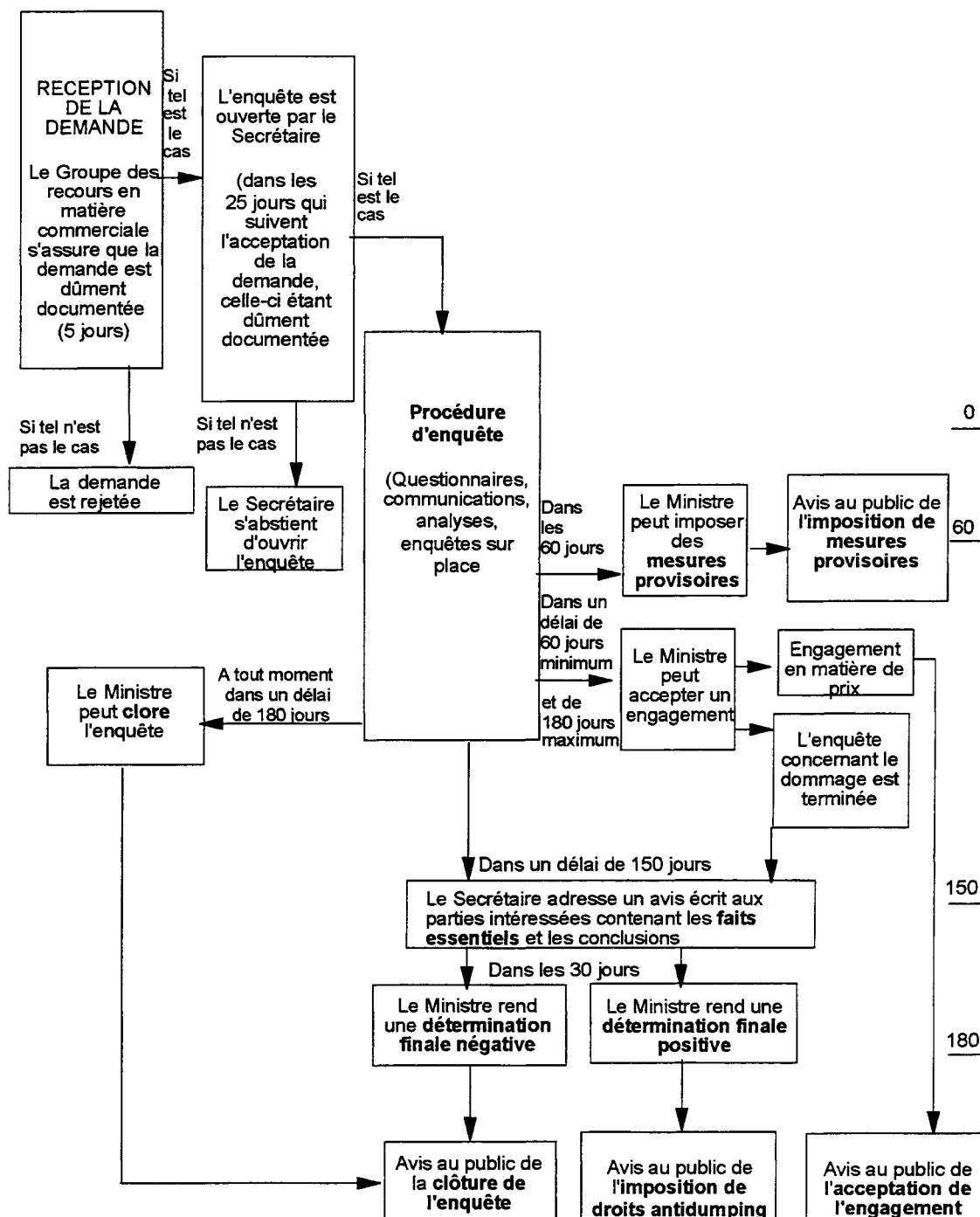
La Mission permanente de la Nouvelle-Zélande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 septembre 1997.

---

#### A) Chronologie des diverses phases de la procédure d'enquête en Nouvelle-Zélande

Suite à l'aérogramme WTO/AIR/643 du 16 juillet 1997, veuillez trouver ci-joint un tableau de la chronologie des différentes phases de la procédure d'enquête en Nouvelle-Zélande, qui comprend la demande, l'ouverture de l'enquête, la détermination préliminaire, les communications écrites des parties, la divulgation des faits essentiels, les déterminations finales et l'avis au public annonçant les déterminations.

## CHRONOLOGIE DES ENQUETES ANTIDUMPING EN NOUVELLE-ZELANDE



B) Aperçu des renseignements qui, selon la Nouvelle-Zélande, sont des renseignements de nature confidentielle

Les renseignements sont considérés comme confidentiels si leur divulgation risque:

- d'avantager de façon notable un concurrent - c'est le cas notamment des coûts de production, des coûts de distribution, des statistiques concernant les ventes, de données concernant la recherche ou les inventions, des études techniques, etc.;
- d'avoir un effet défavorable notable pour la partie qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui les renseignements ont été obtenus par la partie qui les a fournis - c'est le cas des listes de clients et des listes de fournisseurs;
- d'avoir un effet défavorable notable pour toute partie à laquelle se rapportent les renseignements - c'est le cas des données statistiques ou des renseignements concernant la part de marché;
- de porter préjudice à la position commerciale d'une personne qui aurait fourni les renseignements ou que les renseignements concerneraient, c'est-à-dire le nom des sociétés qui demandent l'ouverture d'une enquête et qui risqueraient d'être victimes de représailles au plan commercial de la part de ceux de leurs clients qui sont aussi des importateurs;
- de compromettre la sécurité ou la défense de la Nouvelle-Zélande ou les relations internationales du gouvernement néo-zélandais;
- de compromettre la communication de renseignements au gouvernement néo-zélandais;
- de compromettre la présentation de renseignements analogues ou émanant de la même source;
- d'aboutir à la divulgation d'un secret commercial;
- de porter atteinte au secret professionnel.

C) Aperçu de la manière dont la règle du droit moindre est appliquée par la Nouvelle-Zélande

On trouvera ci-après un aperçu de la manière dont la règle du droit moindre est appliquée dans la pratique par les autorités néo-zélandaises chargées de l'enquête.

*Fondement de la règle du droit moindre*

L'application de la règle du droit moindre par la Nouvelle-Zélande est fondée sur les dispositions de l'article 14 5) de la Loi de 1988 relative aux droits antidumping et aux droits compensateurs, qui stipule:

"Dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire prévu au paragraphe 4) du présent article, le Ministre tient compte du fait qu'il est souhaitable de veiller à ce que le montant du droit antidumping ou compensateur ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour empêcher un dommage important de se produire ou de se reproduire ou pour faire disparaître la menace d'un dommage important pour une branche de production ou le retard important dans la création d'une branche de production, selon le cas."

Pour l'application de la règle du droit moindre, et donc l'établissement d'un prix qui ne cause pas de dommage, il s'agit de déterminer si un droit moindre que la marge de dumping suffirait à empêcher de se produire ou de se reproduire un dommage important causé par le dumping. Il faut pour cela évaluer l'ampleur du dommage imputable au dumping. Il est à noter à cet égard que les autorités néo-zélandaises considèrent qu'un dommage est important s'il est plus que négligeable et si la situation de la branche de production s'est détériorée, c'est-à-dire si le dumping et les effets sur le volume et sur les prix qui lui sont imputables ont été suivis de conséquences économiques défavorables pour la branche de production - diminution effective ou potentielle de la production, par exemple - ou ont d'autres incidences défavorables sur les facteurs et indices énumérés à l'article 3 de l'Accord.

#### *Elimination du préjudice*

Pour déterminer si la règle du droit moindre doit être appliquée, il faut examiner en premier lieu ce qui se produirait en l'absence du dumping, ainsi que le dommage imputable au dumping.

Les principales incidences du dumping se manifestent au niveau des prix et, par voie de conséquence, au niveau des ventes et des bénéfices. On peut donc se faire une première idée de l'ampleur du dommage imputable au dumping se fondant sur a) la marge de sous-cotation des prix ou b) le niveau de prix qui ne causerait pas de dommage à la branche de production.

Si la marge de sous-cotation des prix dépasse le niveau de sous-cotation qui prévaudrait en l'absence de dumping on peut présumer qu'un droit moindre ne serait pas approprié. Si en revanche la marge de sous-cotation des prix est inférieure à la marge de dumping, la règle du droit moindre mérite d'être envisagée.

La seconde méthode consiste à établir un prix ne causant pas de dommage, soit celui qui prévaudrait en l'absence de dumping causant un dommage. Le mieux serait que le calcul soit fondé sur des considérations liées au marché, soit les prix pratiqués avant que le marché soit touché par le dumping. Si cette approche n'est pas appropriée, on peut en utiliser d'autres, par exemple en calculant le prix sur la base des coûts et des taux de profit avant dumping, ou des taux de profit courants des branches de production qui produisent des produits de la même catégorie générale.

Le niveau de rentabilité est généralement utilisé comme un indicateur normatif du dommage, sachant qu'il est considéré comme le meilleur indicateur de la santé d'une branche de production et qu'il reflète à la fois les incidences économiques des effets sur les prix et sur le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées et la réaction de la branche de production face à ces facteurs.

#### *Calcul du niveau du droit*

Après avoir calculé le prix du marché qui ne cause pas de dommage, on calcule la valeur en douane équivalente des marchandises, qui s'obtient normalement en déduisant du prix du marché qui ne cause pas de dommage les éléments des coûts entre la valeur en douane (généralement la valeur f.a.b.) et le niveau du marché. Le niveau de marché pertinent est le premier point où s'exerce la concurrence sur le marché néo-zélandais, soit le prix sortie usine pour les producteurs nationaux et le prix hors entrepôt d'importation pour les produits importés, qui est analogue au niveau qui est normalement utilisé pour comparer les sous-cotations de prix. Les éléments des coûts pris en compte dans la formule qui sert à calculer la valeur en douane comprennent en général les coûts de transport, les frais d'importation et les prélèvements à l'importation, y compris le transport du quai à l'entrepôt d'importation, le droit normal et les autres coûts liés à l'importation, mais non les coûts de distribution, plus une marge pour l'importateur.

L'approche utilisée ne vise pas à porter un jugement sur ce que différentes entreprises considèrent comme un niveau approprié de bénéfices ou un prix ou un bénéfice "légitime"; mais simplement à calculer respectivement le niveau de prix ou de bénéfices atteint avant que le dumping produise ses effets, ou sur une autre base raisonnable et appropriée.

La méthode fondée sur les prix ou les niveaux de profit existant avant que le dumping se produise n'est appropriée que si le dumping ne sévit pas de longue date. En cas de réexamen, ou lorsqu'une longue période s'est écoulée entre la situation préalable au dumping et le moment de l'enquête ou du réexamen, il peut être nécessaire de recourir à une autre méthode pour déterminer le niveau approprié de prix ne causant pas de dommage.

*Application de la règle du droit moindre*

La Nouvelle-Zélande a appliqué la règle du droit moindre dans quatre cas seulement, dont trois portaient sur des produits très proches provenant du même pays. Ceci montre que, dans la plupart des cas, l'élimination du dumping ne permet qu'en partie d'améliorer la situation économique de la branche de production.